NATIONS UNIES
Assemblée générale

QUARANTE-QUATRIÈME SESSION

Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION
45^e séance
tenue le
lundi 19 novembre 1990
à 15 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 45^e SEANCE

Président : M. PAPADATOS (Grèce)

SOMMAIRE

POINT 79 DE L'ORDRE DU JOUR : DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE (*suite*)

- b) COMMERCE ET DEVELOPPEMENT
- c) BILAN DE L'APPLICATION DU NOUVEAU PROGRAMME SUBSTANTIEL D'ACTION POUR LES ANNEES 80 EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS AVANCES

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

POINT 86 DE L'ORDRE DU JOUR : ASSISTANCE ECONOMIQUE SPECIALE ET SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE

- b) PROGRAMMES SPECIAUX D'ASSISTANCE ECONOMIQUE

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un rectificatif distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE
A/C.2/45/SR.45
15 janvier 1991
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

La séance est ouverte à 15 h 20.

POINT 79 DE L'ORDRE DU JOUR : DEVELOPPEMENT ET COOPERATION ECONOMIQUE INTERNATIONALE (suite)

- b) **COMMERCE ET DEVELOPPEMENT (A/45/3, A/45/15 (Supplément No 15), A/45/442, A/45/453 et Add.1, A/45/565, A/45/588)**
- c) **BILAN DE L'APPLICATION DU NOUVEAU PROGRAMME SUBSTANTIEL D'ACTION POUR LES ANNEES 80 EN FAVEUR DES PAYS LES MOINS AVANCES (A/45/695)**

1. Mme VAEZA (Uruguay) évoque les vastes transformations se produisant actuellement dans la situation politique et économique mondiale, et, à propos de l'état des relations commerciales internationales, mentionne la réduction et l'évolution du rôle de l'Etat, la décentralisation administrative, le démantèlement des structures bureaucratiques et, en particulier, la tendance à l'intégration économique régionale.
2. A cet égard, elle met l'accent sur le processus d'intégration qui aboutira dans le Cône sud à la création d'un marché commun dont feront partie l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Ce processus revêt une importance particulière dans le contexte de l'initiative d'intégration économique à l'échelle du continent formulée récemment par le Président des Etats-Unis d'Amérique qui, entre autres choses, a fait ressortir l'interaction étroite qui existe entre le commerce d'une part et les investissements et la dette extérieure d'autre part.
3. Cependant, toutes ces tentatives risquent d'être vaines si les efforts qui sont faits dans le cadre des négociations d'Uruguay pour restructurer le système commercial multilatéral échouent. Il est indispensable que ces négociations, qui traitent pour la première fois du commerce agricole, débouchent sur des résultats positifs car l'occasion d'établir un ensemble harmonieux de normes du commerce international ne se représentera pas avant de nombreuses années.
4. L'échec des négociations d'Uruguay pourrait entraîner de graves déséquilibres dans le système commercial international. L'Uruguay estime qu'il faut améliorer les règles et les prescriptions du GATT pour réduire et éliminer les barrières non tarifaires, celles-ci constituant les principaux obstacles au développement du commerce et lésant particulièrement les pays en développement. L'Uruguay, qui est un membre actif du Groupe de Cairns et appuie l'adoption de mesures de libéralisation du commerce agricole par tous les participants aux négociations multilatérales, estime qu'il est nécessaire de donner un contenu réel à l'application du principe du traitement de la nation la plus favorisée aux pays en développement.
5. Or, les propositions les plus récentes qui ont été présentées au comité chargé des négociations sont insuffisantes et ne tiennent pas compte d'aspects fondamentaux du problème tels que les politiques d'intervention du Gouvernement dans le secteur agricole, l'effet négatif et déstabilisateur des subventions et un

(Mme Vaeza, Uruguay)

protectionnisme excessif. Les ministres du Groupe de Cairns ont fait observer dans un communiqué publié à Genève le 5 novembre dernier que l'échec des négociations aurait pour effet de déclencher des réflexes protectionnistes.

6. L'Uruguay réaffirme que ce serait une erreur historique que de sacrifier les principes relatifs à l'établissement d'un régime commercial plus ouvert et plus transparent pour défendre les intérêts nationaux d'un groupe particulier de pays ou pour pouvoir simplement proclamer que la Réunion de Bruxelles a abouti. Le seul moyen de garantir le succès de cette réunion consiste à faire prévaloir l'esprit de Punta del Este, qui avait permis que toutes les parties reconnaissent à la fois les risques d'un échec et la nécessité de trouver un terrain d'entente par le biais de concessions mutuelles.

7. M. SERSALE DI CERISANO (Argentine) évoque les tendances actuelles et les perspectives à moyen terme en ce qui concerne la situation des pays producteurs de matières premières, en particulier de produits agricoles, et les difficultés rencontrées pour parvenir à un accord sur les questions fondamentales des négociations d'Uruguay, surtout dans le secteur agricole. A cet égard, l'importance relative des pays en développement sur les marchés des pays développés a diminué, l'Afrique ainsi que l'Amérique latine et les Caraïbes étant les régions les plus touchées.

8. Après avoir analysé la situation des relations commerciales et mentionné ses répercussions particulièrement néfastes sur l'économie des pays en développement, le représentant de l'Argentine évoque les politiques des pays développés qui empêchent d'établir un système de commerce agricole équitable et respectueux des règles du marché. Entre autres conséquences de ces politiques, il souligne notamment leur incidence néfaste sur la production alimentaire et, par conséquent, sur l'application de la notion de sécurité alimentaire. Les politiques commerciales de certains pays développés reposent sur l'existence de mécanismes internes générateurs d'excédents, ainsi que de barrières non tarifaires et de subventions aux exportations de même que sur l'application de mesures sanitaires et phytosanitaires qui constituent autant d'obstacles cachés aux exportations en provenance des pays en développement.

9. Outre le problème de la dette extérieure, l'impossibilité de parvenir à un accord de grande portée permettant d'éliminer graduellement ces politiques, qui faussent le commerce international de produits agricoles, est le principal obstacle qui empêche que les pays en développement, et en particulier les pays producteurs de denrées alimentaires peu coûteuses, retrouvent la voie de la croissance et du développement économiques.

10. Pour cette raison, l'Argentine, qui a appuyé fermement les négociations d'Uruguay, observe avec inquiétude qu'à trois semaines seulement de la clôture des négociations, on n'est pas encore parvenu à un compromis effectif qui permette d'espérer des résultats satisfaisants. L'Argentine, qui fait partie du Groupe de Cairns, a affirmé à plusieurs reprises que les négociations d'Uruguay ne peuvent et ne doivent pas être conclues si l'on n'obtient pas de progrès substantiels en matière de commerce agricole.

(M. Sersale di Cerisano, Argentine)

11. Bien que la communauté internationale ait formulé récemment - en particulier dans la Déclaration sur la coopération économique internationale qui a été adoptée par consensus à la dix-huitième session extraordinaire de l'Assemblée générale (A/RES-18/3), dans le document relatif à la Stratégie internationale de développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement (A/AC.232/L.14/Rev.1) et lors du Sommet des sept pays les plus industrialisés qui s'est tenu récemment à Houston - certains engagements, en vue réduire les distorsions qui affectent le commerce international des produits agricoles, quelques-uns des principaux pays industrialisés ont adopté des mesures qui non seulement contredisent totalement cette orientation et font obstacle à la relance du développement des pays en développement, mais mettent en évidence le manque de cohérence historique des pays industrialisés, en particulier de ceux qui ont été le berceau des idées libérales et qui se sont enrichis grâce au libre-échange. Leurs politiques agricoles portent directement atteinte à l'universalisation croissante du mode de gouvernement démocratique et empêchent les pays en développement d'une part de créer les conditions voulues pour développer leurs exportations, accroître les investissements agricoles et relancer concrètement leur économie.

12. Les principaux pays industrialisés, en particulier ceux de la Communauté européenne, devraient assumer leurs responsabilités historiques, morales et politiques, alors que leur conjoncture économique le leur permet, et prendre des décisions qui permettent d'obtenir des résultats substantiels dans le domaine agricole lors des négociations d'Uruguay. Ce sera la meilleure manière de contribuer au développement agricole des pays en développement, et par conséquent à l'élimination de la faim et de la malnutrition.

13. M. ISAKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que, comme on a pu le constater dans des instances internationales importantes lors de la dix-huitième session extraordinaire de l'Assemblée générale et la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, pour la première fois dans l'histoire de l'ONU, on attache autant d'importance aux problèmes économiques qu'aux problèmes politiques. Dans ces domaines, tant les organismes des Nations Unies que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et d'autres mécanismes internationaux doivent agir de manière coordonnée pour faire en sorte que tous les pays se développent, que les besoins essentiels des populations soient assurés et que l'environnement soit protégé.

14. La CNUCED est l'un des principaux mécanismes multilatéraux qui a pour vocation la solution des grands problèmes du commerce et du développement. Dans le rapport du Conseil du commerce et du développement (A/45/15) et le rapport du Secrétaire général de la CNUCED (A/45/442), on fait une analyse exhaustive et détaillée de la situation dans ce domaine et l'on met tout particulièrement en relief la tendance actuelle à l'intégration des économies nationales. Les pays qui restent en dehors de ce processus courent le risque de ne plus bénéficier des avantages qui découlent de la division internationale du travail.

15. Evoquant les transformations qui sont en cours en URSS, M. Isakov fait état de la décentralisation des activités économiques et du démantèlement de l'organisation monopoliste de l'économie. Parmi les mesures qui ont été prises, il mentionne

(M. Isakov, URSS)

celles qui visent à encourager les investissements étrangers; à créer des entreprises mixtes et à rendre le rouble convertible. De nouvelles listes tarifaires ont été élaborées pour ajuster le système douanier soviétique aux pratiques internationales, en particulier aux normes du GATT. En 1990, l'URSS a été admise au GATT en qualité d'observateur, ce statut préfigurant son adhésion à l'Accord général. Les activités de la CNUCED n'en demeurent pas moins importantes. Il faudrait d'ailleurs améliorer la coordination entre la CNUCED et le GATT.

16. L'URSS a accueilli avec intérêt l'idée de créer une organisation internationale commerciale unique dans laquelle s'intégreraient les organismes des Nations Unies, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, voire d'autres mécanismes multilatéraux opérant dans ce domaine. Une des activités les plus importantes de la CNUCED consiste à analyser les tendances économiques et à renforcer la capacité de prévoir les tendances de l'économie mondiale afin que les pays soient à même de faire face à des chocs économiques graves comme ceux qui résultent de la crise du golfe Persique. Il est par ailleurs fondamental d'aborder le problème de la reconversion de l'industrie militaire aux fins du développement.

17. Après avoir évoqué l'évolution dynamique des pays d'Europe orientale et indiqué l'importance que revêt la coopération internationale pour le redressement économique de ces pays et leur intégration dans l'économie mondiale, l'intervenant réaffirme l'importance des négociations d'Uruguay; il est convaincu que les parties parviendront à surmonter les difficultés rencontrées et que les négociations auront une issue satisfaisante. Comme les négociations qui auront lieu lors de la huitième session de la CNUCED, les négociations d'Uruguay revêtent une importance capitale pour l'avenir du commerce et du développement tant à court terme qu'à moyen et à long termes.

18. M. NYAMIKEH (Ghana) dit que bon nombre de délégations ont examiné en détail les changements survenus récemment en Europe orientale et dans d'autres parties du monde, en particulier l'unification des deux Allemagne. La délégation ghanéenne se félicite de tous ces changements, qui annoncent un avenir plus prometteur pour le commerce international et le développement. Toutefois, ces changements ne constitueront pas en soi une base solide pour l'amélioration tant espérée de la situation économique internationale s'ils ne sont assortis de nouvelles mesures qui non seulement mettent fin aux relations commerciales injustes des dernières décennies mais aussi facilitent et encouragent la coopération économique et commerciale internationale, à tous les niveaux, entre pays développés et pays en développement.

19. Les délégations des pays en développement ont informé la Deuxième Commission des pertes subies ces 10 dernières années par suite du caractère défavorable des termes de l'échange et des politiques de libéralisation du commerce international, qui ne protègent que les articles manufacturés et non les produits de base. Il est décourageant de constater que, pendant que les pays industrialisés défendent résolument l'élimination des subventions agricoles dans les pays en développement, ils continuent de subventionner leurs propres agriculteurs. Dans la grande majorité des pays africains, les exportations de produits de base fournissent

(M. Nyamikeh, Ghana)

85 et 100 % des devises nécessaires pour financer le développement et le service de la dette et, malgré l'augmentation du volume de ces exportations, les recettes qu'elles engendrent restent maigres. En 1988, la baisse des cours des produits de base a été d'environ 40 % et devrait atteindre 60 % en 1990.

20. Pour trouver une solution aux difficultés particulières que rencontre leur continent, beaucoup de pays africains ont mis en place des plans de réforme pendant les années 80. Les institutions multilatérales compétentes, dont la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, ont insisté pour qu'ils renforcent le secteur des produits de base. Ces politiques ont eu pour résultat une offre très largement excédentaire sur les marchés mondiaux des produits de base. L'assistance internationale continue de porter avant tout sur ce secteur, malgré le recul persistant des cours.

21. Bien qu'il soit admis que la situation du marché n'est pas favorable pour beaucoup des principaux produits de base africains, certains continuent d'affirmer que ce n'est qu'en favorisant ce secteur, le plus important dans tous les pays africains, qu'il sera possible de transformer les structures économiques. Sans mettre en doute la sincérité des partisans de cette stratégie, il est difficile de convaincre les pays africains qu'ils ne seront pas ainsi encore plus prisonniers du cercle vicieux de la dépendance vis-à-vis des produits de base. Souvent, on a recommandé la transformation des produits de base comme moyen de résoudre certains des problèmes posés par leur exportation sous forme brute. Mais elle n'a pas non plus permis d'enregistrer une amélioration.

22. Pour être moins tributaire de l'exportation de produits de base bruts, le Ghana a commencé à transformer certains de ses produits agricoles. Par exemple, il a transformé le cacao et l'huile de cacao en chocolat et en beurre qui lui ont même valu des médailles dans des foires internationales. Toutefois, l'exportation du cacao transformé s'est avérée extrêmement difficile.

23. Un commerce international qui garantisse le développement des pays en développement n'est possible que si les relations commerciales et économiques internationales obéissent à des règles de justice et de cohérence. La transformation des relations commerciales existantes peut paraître difficile pour ceux qui ont tiré un énorme profit de ces relations, mais c'est une tâche à laquelle il faut s'atteler sans plus de délai. La Déclaration sur la coopération économique internationale qui a été adoptée lors de la dix-huitième session extraordinaire de l'Assemblée générale, l'adoption par consensus de la Stratégie internationale du développement et les négociations en cours du GATT sont d'autant d'indices positifs d'une plus grande coopération visant à résoudre quelques-unes des questions qui touchent le commerce et le développement.

24. La délégation ghanéenne appuie résolument la réunion de la Commission des produits de base qui doit se tenir du 12 au 20 novembre 1990 et espère que ses délibérations aboutiront à des solutions concrètes et durables au problème des produits de base, y compris le renforcement des services du Fonds commun pour les produits de base et l'application - paralysée depuis deux ans - des accords.

(M. Nyamikeh, Ghana)

25. Ainsi que l'affirme le Secrétaire général de la CNUCED au paragraphe 13 de son rapport (A/45/442), "pour nombre de pays en développement, les ressources nécessaires à la croissance de leur économie ne peuvent provenir que du secteur des produits de base". La préoccupation de la délégation ghanéenne tient précisément à cette vérité, exprimée très clairement dans le rapport. Comme le Ghana l'a répété à maintes reprises, améliorer les termes de l'échange est préférable à toute assistance.

26. Mme TOMKINSON (Australie) dit que la Deuxième Commission examine la question du commerce et du développement à un moment crucial de l'histoire des relations commerciales internationales. D'ici deux semaines, les négociations d'Uruguay devraient se terminer. L'achèvement de cette série de négociations, à l'issue de quatre années de travaux intensifs, sera la dernière occasion au cours de ce siècle d'établir un cadre ouvert et efficace pour les échanges internationaux futurs.

27. Le commerce compte parmi les aspects les plus fondamentaux du bien-être économique de tous les pays. C'est une composante essentielle du processus de développement, au point que les pays industrialisés ne pourraient contribuer plus efficacement à la croissance et au développement des pays en développement qu'en leur offrant de nouvelles possibilités de commerce. Lorsque les négociations d'Uruguay ont commencé, avec la Réunion ministérielle de Punta del Este tenue en 1986, l'objet était de libéraliser le commerce dans tous les secteurs. Ce mandat était le plus net qui ait été convenu dans le cadre du GATT s'agissant de questions comme l'agriculture et, pour la première fois, portait sur des questions nouvelles telles que les services, les droits de propriété intellectuelle et les mesures concernant les investissements liés au commerce. L'objectif des négociations était de mettre fin au protectionnisme, d'éliminer les distorsions des échanges et d'établir un système commercial multilatéral plus ouvert, plus viable et plus durable.

28. Toutes les parties aux négociations ont accepté ces objectifs car elles croyaient que la réforme du système commercial international était indispensable à la bonne santé et à la croissance à long terme de l'économie mondiale. Bien entendu, c'était là un objectif ambitieux, car il supposait un engagement ferme de toutes les parties en faveur de la réforme, mais son importance pour l'économie mondiale était et reste fondamentale. La délégation australienne est néanmoins déçue et gravement préoccupée par l'incertitude qui règne actuellement quant aux chances d'atteindre les objectifs définis à Punta del Este il y a quatre ans.

29. Pour que les négociations d'Uruguay aient une issue satisfaisante, il faudra qu'elles aboutissent dans tous les secteurs sur lesquels elles portent. Or, les négociations sur l'agriculture sont dans l'impasse depuis juillet 1990, ce qui menace de faire échouer l'ensemble des négociations. Les positions restent très éloignées et cette absence de progrès se répercute sur d'autres secteurs de négociation, tels les produits provenant des ressources naturelles, les textiles, les produits tropicaux, etc. La responsabilité de l'impasse incombe essentiellement à la Communauté européenne et à ses Etats membres. Elle s'explique autant par le retard avec lequel la Communauté a présenté sa proposition concernant la réduction des subventions agricoles que par la portée de cette proposition.

(Mme Tomkinson, Australie)

30. Dans sa proposition, de ce fait insuffisante, la Communauté européenne ne s'engage pas à réduire les subventions aux exportations ni à ouvrir davantage ses marchés aux produits agricoles. Qui plus est, cette proposition n'est compatible avec les engagements contractés dans la Déclaration de Punta del Este (1986) et dans l'accord conclu à mi-parcours des négociations d'Uruguay (1989). Toutes les autres délégations intéressées, y compris les pays en développement et pays développés exportateurs agricoles du Groupe de Cairns ont présenté des propositions constructives visant à réduire le protectionnisme. Enfin, la proposition de la Communauté européenne est en contradiction avec la déclaration faite à l'issue du sommet économique de Houston, dans laquelle il est réaffirmé que le succès des négociations d'Uruguay revêt une importance extrême sur le plan international et il est souligné que les participants à la réunion sont résolus à prendre les décisions politiques nécessaires pour obtenir des résultats substantiels dans tous les secteurs des négociations d'Uruguay avant la fin de l'année.

31. Dans cette déclaration, il apparaît aussi que la mise en oeuvre de réformes à long terme des politiques agricoles est fondamentale si l'on veut libéraliser davantage les échanges de produits agricoles et que le succès des pourparlers agricoles conduirait à un meilleur équilibre entre l'offre et la demande, ce qui empêcherait que les politiques agricoles soient un obstacle au bon fonctionnement des marchés internationaux. Enfin, il est réaffirmé que les parties s'engagent à oeuvrer pour qu'à long terme, les exigences du marché aient une incidence sur la production agricole et que soit établi un système commercial agricole juste et fonctionnant selon les principes du marché.

32. La réalisation de la réforme agricole, dont les objectifs ont été définis par les participants au sommet de Houston, amènerait une amélioration du cadre des échanges internationaux, au plus grand bénéfice de tous les pays. La délégation australienne adhère pleinement à ces objectifs. Toutefois, toutes les parties aux négociations du GATT n'ont pas pris les difficiles décisions jugées nécessaires à Houston pour faire aboutir les pourparlers agricoles et, par voie de conséquence, l'ensemble des négociations. Le succès des négociations d'Uruguay est pourtant indispensable si l'on veut revitaliser le système commercial international, obtenir une réduction multilatérale des droits de douane, éliminer peu à peu les barrières non tarifaires et élargir le cadre multilatéral pour y inclure le secteur des services, en expansion rapide. Un échec laisserait la porte ouverte aux tendances protectionnistes qui se sont multipliées ces dernières années et qui sont particulièrement favorisées par le climat actuel d'incertitude économique dans le monde. Le coût pour les pays développés et pour les pays en développement serait énorme.

33. Toutes les parties aux négociations commerciales du GATT doivent comprendre l'extrême importance du succès des négociations d'Uruguay. La Deuxième Commission examine actuellement de nombreuses questions importantes pour l'économie internationale et le développement, mais c'est le secteur du commerce qui offre à tous les pays les plus grandes perspectives de progrès pour le siècle à venir.

34. M. HUSSEIN (Malaisie) soutient pleinement la position récemment adoptée par le Groupe des 77 à la Deuxième Commission en ce qui concerne le commerce international des produits de base. Dans beaucoup de pays en développement, dont la Malaisie, le commerce demeure le fondement premier de la croissance et du développement, ainsi qu'une source essentielle de recettes d'exportation, d'investissement et d'emplois. La baisse rapide et continue des cours des produits de base durant les années 80 a porté un dur coup à de nombreux pays en développement dont les recettes d'exportation sont tributaires de ces produits. On prévoit malheureusement que dans les années 90 cette baisse des cours réels des produits de base persistera. Il est donc nécessaire de mener des efforts communs pour surmonter la crise du marché des produits de base et éviter qu'elle ne se reproduise. La hausse des cours des produits de base permettrait aux pays en développement d'augmenter le volume de leurs exportations et aurait ainsi pour effet d'améliorer la situation du commerce mondial.

35. Seuls quelques pays ont réussi à diversifier leur économie grâce à la transformation des produits de base. Pour encourager cette diversification, les pays développés doivent leur prêter appui (investissements et financement de projets, transfert de technologie et augmentation du volume des importations de produits finis et semi-finis). De plus, ils doivent transférer dans les pays en développement celles de leurs industries qui utilisent des produits de base bruts.

36. Le protectionnisme croissant des pays développés demeure une source de préoccupation pour les pays en développement, car il continue d'entraver la marche vers un système mondial d'échanges plus libre et plus équitable. La progressivité des tarifs douaniers qui sont appliqués aux articles fabriqués à partir de produits de base fait obstacle à leur importation dans les pays en développement. Même les produits à faible valeur ajoutée, comme l'huile de palme et le cacao en poudre, sont soumis à des droits de douane élevés sur les marchés de la Communauté européenne. L'adoption de mesures non tarifaires telles que les quotas d'importation, les licences d'importation, les mesures sanitaires et phytosanitaires et les règlements en matière d'étiquetage limitent encore davantage les importations de certains produits des pays en développement.

37. La délégation malaisienne demande instamment à la communauté internationale d'adopter des mesures plus positives visant à faciliter l'accès aux marchés des produits finis et semi-finis en provenance des pays en développement. A cet égard, les pays développés et les pays en développement devraient s'engager plus résolument, dans le cadre des négociations d'Uruguay, à limiter les mesures protectionnistes et à encourager l'accès aux marchés en réduisant et en éliminant les tarifs élevés et les barrières non tarifaires. Il conviendrait d'éliminer la progressivité des droits de douane frappant les produits finis, afin d'encourager la diversification du système productif des pays en développement.

38. L'un des problèmes les plus graves que connaissent les pays exportateurs de produits de base tient à la concurrence déloyale qui leur est faite sur le marché mondial en raison des subventions élevées que les pays de la Communauté européenne versent aux producteurs agricoles et aux exportateurs de produits agricoles. Ces subventions ont un effet négatif sur le développement du secteur des produits de

(M. Hussein, Malaisie)

base des pays en développement. La proposition de la Communauté européenne de réduire les subventions agricoles de 30 % en l'espace de 10 ans est totalement insuffisante et fait gravement obstacle au succès des négociations d'Uruguay.

39. La campagne de calomnies dirigée contre certains produits de base constitue une autre forme "nouvelle" de protectionnisme, qui vise à entraver encore davantage les exportations des pays en développement. Ces campagnes, en particulier celles dirigées contre l'huile de palme et les bois tropicaux, ont été montées par certains groupes d'intérêts des pays industrialisés les plus importants. Par exemple, dans le cas de l'huile de palme, on passe sous silence les résultats d'enquêtes scientifiques qui ont confirmé que ce produit a la propriété de faire baisser le taux de cholestérol. Quant aux bois tropicaux, certaines organisations non gouvernementales font actuellement pression sur les consommateurs et les gouvernements pour en limiter l'importation. La Malaisie estime que ces mesures ont un caractère discriminatoire et sont contraires aux principes du GATT en matière de libre échange. Il faut absolument mettre fin à ces campagnes de calomnies.

40. L'Accord portant création du Fonds commun pour les produits de base est entré en vigueur le 19 juin 1989, mais les deux comptes de ce fonds ne sont pas encore opérationnels. Il faut espérer que, grâce aux ressources dont sont dotés les deux comptes du Fonds commun, les organismes qui s'occupent des questions relatives aux produits de base pourront lancer des activités de recherche, de développement, de commercialisation, etc. Dans sa résolution 44/218, l'Assemblée générale, entre autres dispositions, invite tous les pays qui ne l'ont pas encore fait à ratifier l'Accord aussitôt que possible et se félicite des contributions volontaires appréciables versées au deuxième compte du Fonds commun, qui ne peut fonctionner efficacement que si les pays développés lui apportent leur soutien. Il faut mettre davantage l'accent sur les activités liées au deuxième compte, dont les pays producteurs comme les pays consommateurs de produits de base peuvent tirer un immense profit.

41. La délégation malaisienne réaffirme que les accords internationaux sur les produits de base restent des instruments utiles pour assurer des prix stables et avantageux aux producteurs et des justes prix aux consommateurs. Mais les pays en développement ne doivent pas voir dans ces accords une panacée et encourager une production trop abondante. Jusqu'à ce jour, beaucoup d'accords internationaux sur les produits de base n'ont pas eu l'effet recherché ou n'ont pas été appliqués en raison du manque de coopération entre pays producteurs et pays consommateurs ou entre les pays producteurs eux-mêmes.

42. La délégation malaisienne constate avec inquiétude que les négociations d'Uruguay n'ont marqué aucun progrès dans des secteurs aussi importants pour les pays en développement que les produits tropicaux, l'agriculture, l'accès aux marchés, les textiles et l'habillement. La Malaisie rappelle que dans sa résolution 44/218, l'Assemblée générale exhorte tous les intéressés à tenir les engagements qu'ils ont pris et à aborder dans un esprit d'accommodement réciproque les négociations commerciales multilatérales pour en assurer le succès et permettre ainsi d'élargir et de libéraliser encore le commerce des produits de base. La

(M. Hussein, Malaisie)

Malaisie invite très instamment les pays dotés d'une économie forte, comme ceux de la Communauté européenne, à faire un effort exceptionnel pour que les négociations d'Uruguay soient couronnées de succès. Enfin, elle espère que seront respectés les engagements formulés dans la Déclaration sur la coopération économique internationale, que l'Assemblée générale a adoptée lors de sa dix-huitième session extraordinaire, et dans la Stratégie internationale du développement pour la quatrième Décennie des Nations Unies pour le développement, surtout ceux qui concernent les produits de base, afin de trouver des solutions à long terme aux problèmes des produits de base et de créer des conditions stables et prévisibles dans le commerce de ces produits.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Projet de résolution A/C.2/45/L.27

43. Le PRESIDENT annonce que l'Autriche s'est jointe aux auteurs du projet de résolution A/C.2/45/L.27 sur l'esprit d'entreprise.

POINT 86 DE L'ORDRE DU JOUR : ASSISTANCE ECONOMIQUE SPECIALE ET SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE

b) PROGRAMMES SPECIAUX D'ASSISTANCE ECONOMIQUE

Projets de résolution A/C.2/45/L.15, L.19* et L.28

44. Le PRESIDENT fait savoir que le Mali s'est joint aux auteurs du projet de résolution A/C.2/45/L.15 sur l'assistance spéciale aux Etats de première ligne. Par ailleurs, le Sénégal et l'Union des Républiques socialistes soviétiques se sont joints aux auteurs du projet de résolution A/C.2/45/L.19* sur l'assistance pour la reconstruction et le développement de Djibouti. De même, se sont joints aux auteurs du projet de résolution A/C.2/45/L.28 sur l'assistance au Bénin, à l'Equateur, à Madagascar, à la République centrafricaine et à Vanuatu les pays dont les noms suivent : Algérie, Argentine, Barbade, Bolivie, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Colombie, Comores, Cuba, Egypte, Ethiopie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guyana, Inde, Jamaïque, Lesotho, Mali, Maroc, Namibie, Nigéria, Ouganda, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, République dominicaine, Tchad, Togo et Yougoslavie.

La séance est levée à 16 h 30.